

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Marinaleda-Terre-et-socialisme>

Marinaleda : Terre et socialisme

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 15 juillet 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

A premier vue, on dirait un petit village andalou typique, avec ses oliviers, sa baraque à *churros*, sa terre rouge, ses maisons blanches et bien entretenues. Il y a même une église. Mais les fidèles sont rares. En levant la tête, on comprend pourquoi : le clocher se dresse à deux pas de la *calle* Ernesto Che Guevara, entre l'*avenida* Libertad et la *calle* Salvador Allende. En direction du centre, une fresque proclame : « Guerre social contra le capital ». Sans les deux restaurants, la petite épicerie, le kiosque à journaux et la station-service, on se croirait en plein enclave communiste, au coeur de l'Europe. Seul le droit à la propriété privée rattache Marinaleda au système capitaliste. « Nous faisons ce que nous pouvons, dans les limites de la Constitution espagnole », dit en sourient Manuel Sanchez Gordillo, 54 ans, fils d'un électricien et d'une femme au foyer, diplômé de l'université de Séville, barbe à la Fidel Castro et keffieh. Depuis trente et un ans, il est le maire de cette commune située entre Cordoue et Séville.

Avec ses 2 700 habitants, Marinaleda est un condensé d'expérimentations égalitaires, la mise en oeuvre à l'échelle réduite des principes anarcho-socialistes neutralisé par quarante ans de franquisme et revenus sur le devant de la scène depuis que la récession a mis l'Espagne à genoux. Pendant que le reste du pays paie les conséquences de la crise immobilière, avec un taux qui a atteint 20%, ici tout le monde a du travail, grâce à un modèle unique en Europe fondé sur une économie à 90% publique. La majorité des habitants sont employés par une coopérative agricole où chacun reçoit le même salaire : 47 euros par jour.

Pour résoudre le problème du logement (« un droit et pas une marchandise »), tel est le leitmotiv du maire), le conseil municipal a lancé il y a quelques années un programme d'autoconstruction. La ville met à disposition un terrain, des matériaux, une pelleteuse, un projet d'architecture et deux maçons : au citoyens de se retrousser les manches pour construire sa maison. « Il m'a fallu quatre cent dix jours, mais j'ai finalement quelque chose que je n'aurais obtenu dans un autre village », raconte Antonio Martinez, 40 ans marié et père de deux enfants. Le résultat : un pavillon de 100 mètres carrés, avec un large patio et un double garage. Le prix ? Quinze euros par mois pendant cent trente-trois ans, le tiers du prix exigé dans les villages limitrophes pour une maison du même type.

Les critiques rappellent que tout cela serait impossible sans les fonds de la communauté autonome d'Andalousie et accusent le maire de nourrir l'utopie communiste avec l'argent du capitalisme. Il coupe court : « On profite du système, comme tout le monde ».

A Marinaleda, il y'a pas de police municipale et des assemblées publiques ont lieu chaque semaine sur la place du village. Le dimanche, les habitants travaillent gratuitement à l'entretien des rues et des parterres. Le *Colectivo de la Unidad de los Trabajadores* (CUT), Parti du maire, gouverne depuis 1979 : son programme politique prévoyait l'expropriation de 1200 hectares de terre du Duc de l'Infantado, un objectif atteint en 1991 après de nombreuses luttes. Depuis, il y a du travail pour tous à la coopérative, qui produit de fèves, poivrons et des choux-fleurs, récoltés par les hommes et mis en conserve à l'usine par une cinquantaine de femmes.

par Stefano Vergine [L'Expressso](#), Rome, 11 de junio de 2010.

Pour plus d'information : <http://www.marinaleda.com>